RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CIRCONSCRIPTION DE CHATELLERAULT

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
du 18 Novembre 1962

Liste du Parti Socialiste S.F.I.O.

Citoyennes, Citoyens,

Que vous soyez de gauche ou de droite, si votre cœur est celui d'une femme ou d'un homme honnête et paisible, vous n'avez pas pu voter pour le Référendum sans mesurer l'importance de votre choix ; vous n'avez pas pu répondre « oui » ou « non » sans que cela vous pose un cas de conscience politique rarement égalé, tant vous a paru grave la décision à prendre.

Le Parti Socialiste a fait campagne pour le « non ». Il l'a fait, persuadé du danger couru par notre République face au spectre de l'aventure personnelle... Mais, devant les résultats, il s'est incliné, car, avant tout, il est un parti de démocrates, qui accepte la loi de la majorité. Et demain, tout en veillant à la sauvegarde d'institutions qui lui sont chères, il jouera le jeu qui lui a été imposé.

Le Président de la République élu au suffrage universel? Et pourquoi pas! Un socialiste sera peut-être l'élu de la Nation et pourra dire alors au pays : « En vertu des pouvoirs qui me sont conférés, je vais construire une République Socialiste; Citoyens, vos pères sont morts pour la liberté; Citoyens, vous avez vainement cru à une société faite de justice et d'égalité. Eh bien, c'est maintenant que nous allons la bâtir, parce que j'en ai le pouvoir et que mes idées socialistes sont les vôtres, vous qui m'avez élu. »

Une République Socialiste : que veut-elle? Ses buts sont nobles. Elle vise le bonheur de l'homme et son mieux-être, le respect de l'individu par la société et le respect de la société par tous ceux qui la composent. Certes, nombreux et difficiles sont les problèmes à résoudre, mais qui ne s'y attaque pas ne les résoudra jamais.

En premier lieu, si nous voulons rester des citoyens libres et que le socialisme progresse, il faut sauver le principe même de la République.

LA REPUBLIQUE. — Sans elle, point de socialisme. En se servant d'elle, toutes les dictatures l'ont abattue, en France comme à l'étranger. De nos jours, une nouvelle menace pèse sur nos institutions républicaines. Demain, nous risquons de voir s'établir un pouvoir personnel. Or, le pouvoir personnel est l'ennemi de la démocratie, la force qui supprime la liberté du citoyen, le bandeau qui aveugle et baillonne ce dernier.

LE GOUVERNEMENT. — Il doit être l'expression de la Nation. Le peuple doit pouvoir s'exprimer, par lui, à travers le Parlement. Sans Parlement fort, qui le conseille et le rappelle à l'ordre, tout Gouvernement est une machine qui mène droit à la dictature. Un Gouvernement doit se savoir le mandataire du pays entier et non simplement le défenseur d'une classe privilégiée, bourgeoise et capitaliste.

LE PARLEMENT. — Il a toujours été, et il sera encore, la voix de la conscience, de la Nation et de la République. Contrairement à ce que certains voudraient faire admettre, le parlementarisme est le premier fondement pour que vive une démocratie dans notre pays. Sans posséder les droits de renverser sans cesse les ministères en exercice, droits dont les partis extrêmes ont tellement abusé en se coalisant, il doit pouvoir surveiller et influencer la vie politique, sociale et économique de la République.

LES SYNDICATS. — Les Syndicats ne sont pas seulement des organes de revendications professionnelles. Dans une République socialiste, ils doivent trouver place en tant que conseillers et animateurs de tous les secteurs d'activités du pays. Voyons ceux-ci :

L'AGRICULTURE. — Notre agriculture est en retard. Trop nombreux sont les bras qui la servent pour qu'elle puisse concurrencer efficacement les marchés étrangers. Tout en la développant, en la rationalisant, en la mécanisant et en instruisant ses ouvriers et ses cadres, la République aura le devoir d'orienter le surplus de main-d'œuvre vers d'autres secteurs professionnels, avec la garantie d'un salaire décent et d'une existence meilleure.

L'ARTISANAT ET LE COMMERCE. — La production industrielle moderne, le volume d'achats et de ventes sur une très grande échelle, font que commerçants et artisans sont dangereusement concurrencés dans certains secteurs professionnels. La République a le devoir de sauvegarder les droits de tous et de faire en sorte que, ni les commerçants, ni les artisans, aient à souffrir des transformations économiques que subit inévitablement la société.

L'INDUSTRIE. — Sans cesse, la production industrielle s'amplifie. Bien que nous soyons au seuil de l'automation, le plein emploi n'est pas encore réalisé. Il ne doit pas y avoir de chômage. Il y va de l'intérêt de la Nation autant que de l'intérêt individuel.

LA DECENTRALISATION. — Paris et le Bassin Parisien sont saturés d'usines. La décentralisation est amorcée. Mais, en même temps, se créent et s'installent dans cette région de nouveaux complexes industriels qui maintiennent l'inquiétant déséquilibre démographique, social et économique entre la capitale et la province. Le mouvement de décongestion demande donc à se précipiter pour l'intérêt de la Nation tout entière.

L'ARMÉE, LES ANCIENS COMBATTANTS. — Coupée de la Nation, l'Armée ne peut pas vivre, car elle est l'émanation du peuple. Elle existe par lui et pour lui. Sa fidélité à la République, son amour de la justice et de l'égalité, la fraternité qui lient soldats, gradés et officiers, au delà même d'ambitions égarées, sont les vivants symboles de ce Corps qui a tant sacrifié pour que subsiste notre pays.

A elle, la République associera tous les Anciens Combattants des deux guerres, dont la dernière, hélas! vient à peine de s'achever.

LES AVANTAGES SOCIAUX. — Grâce à la lutte continuelle menée par les salariés depuis un siècle, la Sécurité Sociale, les Allocations Familiales, le Régime des Retraites, ont été peu à peu institués, consolidés et étendus. Mais, de nos jours, ces avantages doivent être obligatoirement appliqués à tous les travailleurs, ouvriers, agriculteurs, commerçants, artisans et de professions libérales, pour que tous les citoyens puissent bénéficier des mêmes droits et des mêmes garanties face à la maladie et à la vieillesse.

LA JEUNESSE. — C'est elle qui, demain, construira et dirigera notre pays. Et c'est elle qui, aujourd'hui, se trouve incomprise et négligée par la Nation. La jeunesse a besoin de s'instruire, mais elle n'a pas assez de locaux et de maîtres. D'où qu'il vienne et quelles que soient ses ambitions dans la vie, le jeune a droit à se cultiver ; or, jusqu'à maintenant, 2 % des étudiants sont des enfants d'ouvriers, 1 % des enfants d'agriculteurs. Une démocratie se doit d'offrir à tous les jeunes un enseignement égal et gratuit, et que ces jeunes, à partir d'un certain âge, puissent être salariés pour subvenir eux-mêmes à leurs propres besoins.

LA FAMILLE. — De plus en plus, les mariages se réalisent jeunes, les couples se multiplient avant même d'avoir atteint l'âge adulte. Une politique d'aide aux jeunes foyers doit être instituée ; les constructions d'immeubles s'accélérer ; les possibilités de crédits être sans cesse plus importantes.

LE TROISIEME AGE, LES VIEUX ET LES PERSONNES SEULES. — Une retraite décente pour tous nos aïeux. Notre République la leur doit. Plus de ces pensions de misère, dont nous devrions rougir, mais une somme qui permette de vivre (de se nourrir, de se chauffer, de s'habiller et de se distraire) sans que l'on ait à faire l'aumône.

D'autre part, notre République a le devoir aussi de ne pas oublier ceux qui vivent seuls : célibataires et veufs, et qui, à l'automne de la vie, sans aide et sans conseils, sans affection et sans refuge, errent, désemparés, avec cette cruelle impression d'être victimes d'une Nation ingrate. Sur ce problème douloureux, nous devrons nous pencher et mettre au point un organisme d'Etat qui, loin de faire œuvre de charité, assurera à tous les déshérités familiaux la sécurité matérielle et un climat sentimental dont ils peuvent avoir besoin.

MORALE, LAICITÉ, NEUTRALITÉ. — On reproche à notre jeunesse d'être « sans morale ». Mais n'est-ce point à nous-mêmes que ce reproche s'adresse ? La jeunesse se distrait comme nous nous distrayons : cinéma, presse écrite, snack-bar... La jeunesse aime la rue, parce qu'entre les parents qui travaillent et l'école, l'atelier ou le bureau, il ne lui reste que la rue pour vivre et s'amuser. Si la République veut insuffler un enthousiasme à la jeunesse, et une morale, sans doute devra-t-elle donner l'exemple d'abord et lui proposer d'autres moyens de distractions saines, tels que le sport et les arts, sous la coupe d'éducateurs autorisés.

Notre République doit être laïque. L'enseignement qu'elle dispense, la culture qu'elle assure, doivent être dépouillés de toute intention d'influence politique et religieuse. C'est le seul moyen pour aboutir à une société unie, constituée d'êtres intelligents...

Enfin, une République doit rester neutre et offrir à toutes les tendances spirituelle, philosophique et politique les mêmes moyens d'information et de diffusion. La propagande gouvernementale actuelle à la R.T.F. est un fait inadmissible. Nous avons partiellement perdu la liberté de pensée.

LE MARCHÉ COMMUN. — Sur l'initiative de tous les socialistes des six pays de l'Entente, ce Marché a pu voir le jour. Et, contrairement à ce que prédisait le parti communiste, il n'a pas provoqué l'effondrement du marché français. Bien au contraire, celui-ci a reçu une impulsion extraordinaire qui nous permet d'exporter de plus en plus. Or, sans exportation, une Nation est destinée à mourir. Il est à souhaiter que notre Communauté Economique devienne Communauté politique. Ce sera la seule façon de préserver la paix en Europe et d'ouvrir les portes au socialisme.

LES PAYS SOUS-DEVELOPPÉS. — Tant dans leur intérêt que dans le nôtre, tant pour des raisons sentimentales que pour des soucis économiques, la République doit porter aide à tout pays qui le sollicite en général, et à nos anciennes Colonies en particulier.

LE DESARMEMENT. — Pourquoi le répéter ? Nous sommes pour le désarmement. Et, inlassablement, nous devrons faire pression sur la Russie et les Etats-Unis pour que, d'un commun accord, le monde vive dans une paix définitive qu'il attend depuis des millénaires.

CITOYENNES, CITOYENS,

Vous venez de lire la profession de foi d'un candidat socialiste. Le programme est simple : il est avant tout humain.

Avec tous ceux qui veulent sauvegarder la République et ses institutions,

Avec tous ceux qui veulent améliorer le sort de chacun,

VOUS VOTEREZ SOCIALISTE !

Vous Voterez Jean-Paul VERGNAUD

Le Suppléant

André LAIRE

Chef de Service de la Sécurité Sociale de Châtellerault

Le Candidat

Jean-Paul VERGNAUD

Professeur au Collège d'Enseignement Technique de Châtellerault

IMP. CHATELLERAUDAISE - CHATELLERAULT